



UMICORE SA

**Rapport du commissaire à l'assemblée générale
des actionnaires sur les comptes annuels pour
l'exercice clos le 31 décembre 2012**

Le 27 mars 2013



**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE
LA SOCIETE UMICORE SA SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2012**

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre rapport sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 tels que définis ci-dessous, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

Rapport sur les comptes annuels

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de Umicore SA (« la Société ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à EUR (000) 4.744.448 et le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de EUR (000) 146.723.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des comptes annuels

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation du risque que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de la Société relatif à l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des règles d'évaluation retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels. Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion non modifiée.

Opinion non modifiée

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2012, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la Société.

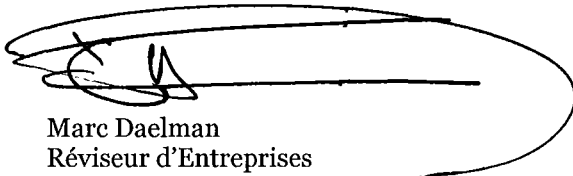
Dans le cadre de notre mandat notre responsabilité est de vérifier le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons les mentions complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes annuels:

- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.

- En application de l'article 523 du Code des sociétés, nous devons en outre vous faire rapport sur les opérations suivantes qui ont eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012: avant le Conseil d'Administration du 8 février 2012, l'administrateur délégué, a confirmé d'avoir un intérêt de nature patrimoniale opposé à des décisions prises par le Conseil d'Administration. Ces décisions sont relatives à la rémunération en espèces, et à l'octroi d'actions et d'options sur actions de l'administrateur délégué. Les décisions prises le 8 février 2012 ont les conséquences patrimoniales suivantes:
 - Rémunération en espèces: l'administrateur délégué a perçu une rémunération fixe de EUR 660.000 et une rémunération variable en espèces de EUR 255.000 en 2012 (partie non-différée du bonus du Groupe pour l'année de référence 2011). En 2013 il recevra la première moitié de la rémunération variable en espèces différée pour l'année de référence 2011, qui s'élève à EUR 130.000 sur la base de la moyenne de deux ans du rendement des capitaux engagés du groupe pour les années de référence 2011 et 2012. La deuxième moitié du bonus du Groupe différé concernant l'année de référence 2011 sera payé en 2014 et sera calculée sur base de la moyenne de trois ans du rendement des capitaux engagés du groupe pour les années de référence 2011, 2012 et 2013.
 - Octroi d'actions et d'options sur actions: l'impact patrimonial d'octroi d'actions et d'options sur actions consiste soit, dans la mesure où la société déciderait de garder les titres qu'elle détient aujourd'hui, dans le coût de financement et d'opportunité relatif au maintien de ces titres en portefeuille jusqu'à la date de remise des actions ou d'exercice des options (le cas échéant en tenant compte de périodes d'exercice prolongées conformément à la possibilité offerte par la loi Belge) ; soit, dans la mesure où elle déciderait à une date ultérieure de vendre ces titres, en la différence, à la date de l'exercice des options (le cas échéant en tenant compte de périodes d'exercice prolongées conformément à la possibilité offerte par la loi Belge), entre le prix d'exercice des options et la valeur de marché des actions qu'Umicore devrait racheter à cette date.
- Au cours de l'exercice, un acompte sur dividende a été distribué à propos duquel nous avons établi le rapport joint en annexe, conformément aux exigences légales.

Sint-Stevens-Woluwe, le 27 mars 2013

Le commissaire
PwC Réviseurs d'Entreprises SCCRL
Représenté par



Marc Daelman
Réviseur d'Entreprises



Emmanuèle Attout
Réviseur d'Entreprises



Au Conseil d'Administration de
Umicore S.A.

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LA SITUATION ACTIVE ET PASSIVE AU 30 JUIN 2012

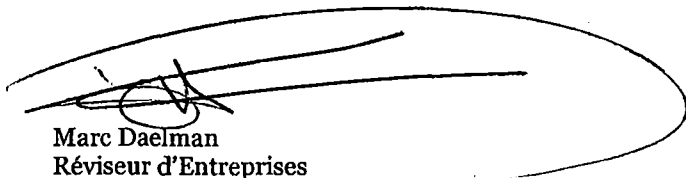
Conformément aux dispositions de l'article 618 du Code des sociétés et les statuts de la société, relatives à la distribution d'un acompte sur dividende, nous avons examiné la situation active et passive ci-jointe d'Umicore S.A. arrêtée au 30 juin 2012, dont le total de l'actif s'élève à EUR 4.838.460.541.

Notre examen a été effectué conformément aux normes générales de révision de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et, plus particulièrement, en respectant sa recommandation relative à l'examen limité. Il a, de ce fait, consisté principalement en l'analyse, la comparaison et la discussion de l'information comptable et financière établie par la société le 30 juin 2011, et a donc été moins étendu qu'un contrôle plénier qui aurait pour objet d'émettre un avis formel sur les comptes annuels de la société. Par conséquent, nous ne pouvons attester que la situation active et passive, ci-jointe, donne une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 30 juin 2012.

Toutefois, notre examen, tel que décrit ci-dessus, n'a pas révélé d'éléments qui nécessiteraient des corrections significatives à la situation active et passive de la société.

Sint-Stevens-Woluwe, le 27 juillet 2012

Le commissaire
PwC Réviseurs d'Entreprises scrl
Représenté par



Marc Daelman
Réviseur d'Entreprises



Emmanuèle Attout
Réviseur d'Entreprises



Umicore S.A. : Situation Active et Passive au 30/06/2012

ACTIF	EUR
I. Frais d'établissement	0
II. Immobilisations incorporelles	74.730.997
III. Immobilisations corporelles	302.181.381
IV. Immobilisations financières	3.357.255.768
V. Créances à plus d'un an	798.483
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	505.410.385
VII. Créances et dettes à un an au plus	312.789.332
VIII. Placements de trésorerie	276.541.719
IX. Valeurs disponibles	1.709.916
X. Comptes de regularisation et comptes d'attente	7.042.560

TOTAL ACTIF 4.838.460.541

PASSIF	EUR
I. Capital	500.000.000
II. Primes d'émissions	6.609.766
III. Plus-value de réévaluation	90.952
IV. Réserves	422.110.754
V. Bénéfice reporté ou Perte reportée	453.945.075
Vbis. Bénéfice ou Perte de l'année*	69.559.267
VI. Subsidés en capital	7.712.644
VII. Provisions et impôts différés	90.197.225
VIII. Dettes à plus d'un an	1.672.375.000
IX. Dettes à un an au plus	1.537.572.655
X. Comptes de regularisation et comptes d'attente	78.287.203

TOTAL PASSIF 4.838.460.541

*Inclu le mouvement des réserves indisponibles de la période